



Naufrages en Méditerranée : L'Europe doit prendre ses responsabilités !

Les drames se multiplient en Méditerranée où des milliers de personnes en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient, fuyant les conflits et la pauvreté, tentent d'atteindre les côtes européennes sur des bateaux de fortune. Alors que la fin de l'hiver marque l'accélération des tentatives du fait de meilleures conditions météorologiques, ce sont plus de 1500 migrants, contre moins de 40 l'an passé à la même époque, qui ont déjà perdu la vie.

Face à ce drame, l'Europe, pourtant concernée dans son ensemble, se révèle une fois de plus divisée et impuissante.

Une impuissance due au manque de moyens opérationnels et à l'absence de politique commune sur l'immigration et le contrôle des frontières. En effet, l'Europe ne dispose que de peu de financements propres tandis que les états-membres rivalisent d'égoïsme dans une période de restrictions budgétaires généralisées et tentent de contribuer le moins possible. Cette situation illustre une nouvelle fois la nécessité de créer une Europe fédérale et en particulier une politique commune concernant la gestion des flux migratoires car depuis le traité de Schengen et la disparition des frontières intérieures, les limites extérieures de l'Union sont une responsabilité commune. Le poids de la gestion de ces frontières dans un climat de pression migratoire extrêmement forte ne peut pas reposer sur les seules épaules italiennes, espagnoles ou grecques.

Toutefois, le problème de l'arrivée massive de migrants et de réfugiés ne se règlera pas par une simple augmentation des moyens financiers, matériels et humains ni par la seule création d'une instance fédérale de gestion des problématiques migratoires.

Il nous faut également remédier aux carences de la politique étrangère et de sécurité européenne. Nous l'avons vu au moment où le dirigeant syrien Bachar El Assad a utilisé des armes chimiques contre son peuple. L'Europe, désunie diplomatiquement et impuissante militairement, n'a pas pu intervenir en amont dans un conflit qui s'est ensuite logiquement aggravé, étendu à toute la région et a mis la moitié de la population syrienne sur les routes. Sans diplomatie ni capacité de projection communes, l'influence de l'Europe dans son voisinage proche et donc sa capacité à limiter le nombre de réfugiés sur son territoire est des plus réduite.

Enfin, il faut parallèlement mettre en place une politique d'aide au développement bien plus ambitieuse car aucun mur ne permettra de retenir des flux migratoires aussi importants. Les européens ont donc la responsabilité de dépasser leurs traditionnelles oppositions nationales pour permettre un essor économique et social, profitable à tous, au sein des pays d'origines des migrants et réfugiés afin qu'ils puissent vivre et s'épanouir dans leurs pays respectifs.

Une fois encore, face à un défi immense qui nous concerne tous, il n'y a pas de solution autre qu'européenne. Un cadre fédéral abouti sur ces questions nous permettra d'y apporter enfin les réponses satisfaisantes. Le maintien des égoïsmes nationaux et le manque de solidarité entre pays européens est sans nul doute une des raisons principales de notre incapacité à empêcher des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants, victimes de passeurs assassins, de perdre la vie à seulement quelques kilomètres de nos côtes.